

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/MEX/1/Suppl.4
G/SCM/N/1/MEX/1/Suppl.3
G/SG/N/1/MEX/1/Suppl.3
8 février 2007

(07-0536)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des mesures compensatoires
Comité des sauvegardes

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 5 DE L'ARTICLE 18, AU PARAGRAPHE 6 DE L'ARTICLE 32 ET AU PARAGRAPHE 6 DE L'ARTICLE 12 DES ACCORDS CORRESPONDANTS

MEXIQUE

Supplément

La communication ci-après, datée du 26 janvier 2007, a été reçue de la Mission permanente du Mexique.

Conformément à l'article 18.5 de l'Accord antidumping, à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes, j'ai l'honneur de notifier au Comité des pratiques antidumping, au Comité des subventions et des mesures compensatoires et au Comité des sauvegardes les modifications qui ont été apportées aux lois mexicaines relatives à ces questions.

À cette fin, je joins ci-après le "Décret modifiant et complétant diverses dispositions de la Loi sur le commerce extérieur", publié au Journal officiel de la Fédération du 21 décembre 2006.

SECRÉTARIAT À L'ÉCONOMIE

Décret portant modification, addition et abrogation de diverses dispositions de la Loi sur le commerce extérieur

En marge, un cachet portant l'emblème national, avec le texte suivant: États-Unis du Mexique – Présidence de la République.

Felipe De Jesús Calderón Hinojosa, Président des États-Unis du Mexique, fait savoir à la population

Que le Congrès de l'Union lui a transmis le décret suivant:

DÉCRET

"Le Congrès des États-Unis du Mexique décrète ce qui suit: **sont modifiées, complétées et abrogées diverses dispositions de la Loi sur le commerce extérieur.**

Article unique. Sont modifiés les articles 53, dernier paragraphe; 64, titre du deuxième paragraphe; 68, premier paragraphe; 89 D, alinéa I; 93, avant-dernier paragraphe; et 97, paragraphes II et III; est ajouté l'article 65 A; et sont abrogés les articles 68, dernier paragraphe, et 93, paragraphe V, de la Loi sur le commerce extérieur, qui se présentent désormais comme suit:

Article 53. ...

...

Il sera ménagé aux parties intéressées auxquelles seront envoyés les formulaires utilisés dans le cadre d'une enquête, un délai de 23 jours pour présenter leurs arguments, informations et preuves conformément à la législation applicable. Le délai imparti aux parties intéressées courra à compter de la date de réception du formulaire qui, à cette fin, sera réputé avoir été reçu au bout de cinq jours à compter de la date à laquelle il aura été envoyé à l'intéressé ou transmis au représentant diplomatique approprié du gouvernement du pays exportateur ou, dans le cas d'un territoire douanier distinct, à un représentant officiel du territoire exportateur.

Article 64. ...

...

Le Secrétariat déterminera un droit compensateur fondé sur la marge de discrimination en matière de prix ou la marge de subventions, obtenue sur la base des meilleurs renseignements disponibles à partir des faits dont il aura connaissance, dans les cas suivants:

...

Article 65 A. Dans le cas où une discrimination en matière de prix cause un dommage à la branche de production nationale, il appartient au Secrétariat de déterminer s'il convient d'imposer un droit compensateur définitif sur les marchandises visées par l'enquête qui auront été importées au cours des trois mois précédant la date d'application des mesures provisoires lorsque, à propos du

produit faisant l'objet d'une discrimination en matière de prix et visé par l'enquête, les autorités détermineront:

- a) qu'une discrimination en matière de prix causant un dommage a été constatée dans le passé ou que l'importateur savait ou aurait dû savoir que l'exportateur se livrait à une discrimination des prix et que cette discrimination causerait un dommage, et
- b) que le dommage est causé par des importations massives d'un produit faisant l'objet d'une discrimination en matière de prix, effectuées en un temps relativement court et que le Secrétariat considère que, compte tenu du moment auquel elles sont effectuées, de leur volume ainsi que d'autres circonstances (comme l'accumulation rapide de stocks du produit importé), ces importations sont de nature à compromettre gravement l'effet correctif du droit compensateur définitif devant être appliqué, à condition que les importateurs concernés aient eu la possibilité de formuler des observations.

Dans le cas des subventions qui causent un dommage à la branche de production nationale, lorsque, pour le produit subventionné en question, les autorités chargées de l'enquête constatent qu'un dommage difficilement réparable, c'est-à-dire dans le cas de circonstances critiques, est causé par des importations massives, effectuées en un temps relativement court, d'un produit qui bénéficie de subventions versées ou accordées de façon incompatible avec les dispositions applicables, et où, pour empêcher qu'un tel dommage ne se reproduise, il apparaît nécessaire d'imposer rétroactivement des droits compensateurs sur ces importations, il appartient au Secrétariat de déterminer s'il convient d'imposer des droits compensateurs définitifs sur les marchandises importées trois mois au plus avant la date d'application des mesures provisoires.

Article 68. Les droits compensateurs définitifs pourront être réexaminés une fois par an à la demande des parties et pourront l'être d'office à tout moment par le Secrétariat, que ces droits soient ou non soumis à une autre procédure de règlement des différends ou à une procédure administrative ou judiciaire.

...

...

Le dernier paragraphe est abrogé.

Article 89 D. ...

I. Qu'ils aient effectué des opérations d'exportation sur le territoire national de la marchandise soumise à des droits compensateurs après la période couverte par l'enquête ayant conduit à imposer les droits compensateurs en question, et

II. ...

Article 93. ...

...

V. ... Abrogé;

...

Pour l'imposition des amendes prévues au paragraphe VI du présent article, le Secrétariat prendra en considération la gravité de l'infraction, les dommages et préjudices causés, ainsi que les précédents, la situation personnelle et la situation économique de l'auteur de l'infraction.

...

Article 97. ...

I. ...

II. Ne sera considérée comme finale que la décision rendue par le Secrétariat suite à la décision prise dans le cadre des autres mécanismes. Les parties intéressées qui recourent à un autre mécanisme de règlement des différends ou, le cas échéant, les parties intéressées soumises au paiement de droits compensateurs qui pourraient être modifiés du fait de ce mécanisme, pourront fournir une garantie couvrant l'acquittement des droits compensateurs définitifs aux termes du paragraphe III de l'article 98 de la présente loi. De même, si le droit compensateur fixé lors des réexamens administratifs est inférieur au droit en vigueur au moment où est engagée la procédure de règlement des différends, elles devront fournir une garantie ou acquitter la différence entre lesdits droits en attendant le règlement définitif du différend, et

III. Les dispositions de l'article 51 de la Loi fédérale sur les procédures de contentieux administratif seront applicables.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Premièrement. Le présent décret entrera en vigueur le jour suivant sa publication et sera applicable à la totalité des importations, indépendamment de leur origine ou de leur provenance, y compris les importations en provenance des États-Unis d'Amérique et du Canada.

Deuxièmement. Les dispositions du Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur publié au Journal officiel de la Fédération le 30 décembre 1993 continueront de s'appliquer pour tout ce qui n'est pas contraire au présent décret, jusqu'à l'achèvement des réformes correspondantes.

Troisièmement. La Loi sur le commerce extérieur publiée au Journal officiel de la Fédération le 27 juillet 1993, ainsi que les modifications de ladite loi publiées au Journal officiel les 13 mars 2003 et le 24 janvier 2006 s'appliqueront aux procédures administratives en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

Mexico, D.F., le 12 décembre 2006. **Manlio Fabio Beltrones Rivera**, Président.
Jorge Zermeno Infante, Président. **Renan Cleominio Zoreda Novelo**, Secrétaire.
Ma. Mercedes Maciel Ortiz, Secrétaire. Signatures."

En application des dispositions du paragraphe I de l'article 89 de la Constitution politique des États-Unis du Mexique, et afin qu'il soit dûment publié et appliqué, j'ai transmis le présent décret au Siège du pouvoir exécutif fédéral, à Mexico (District fédéral), le vingtième jour du mois de décembre deux mille six. **Felipe de Jesús Calderón Hinojosa.** Signature. Le Secrétaire du gouvernement, **Francisco Javier Ramírez Acuña.** Signature.
